

# LES CHEFS DE LA MISSION DIPLOMATIQUE DE LA ROUMANIE À SOFIA PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES : ESQUISSES DE PORTRAIT

CONSTANTIN IORDAN  
(Institut des Études Sud-Est Européennes)

The author aims to present the professional portraits of the Romanian ministers accredited to Bulgaria after the Second World War and till 1941; the author is also trying to highlight some distinctive features of the evolution of the bilateral relations from this period, the staff of the Ministry of Foreign Affairs in Bucharest and the contributions of the titular from the Romanian Legation in Sofia to the settlement of disputes.

**Mots-clés:** Roumanie, Bulgarie, Sofia, mission diplomatique.

Il y a dix ans, à la fin d'une réunion de la Commission académique mixte d'histoire roumano-bulgare, qui a eu lieu à Bucarest, nous avons soutenu une communication synthèse sur les douze décennies de relations diplomatiques bilatérales<sup>1</sup>. Cette année nous allons essayer de projeter un nouvel éclairage sur un seul aspect de cette histoire complexe et parfois trouble.

Nous savons que les rapports diplomatiques entre la Roumanie et la Bulgarie ont été interrompus, pour la deuxième fois depuis leur établissement, pendant la première guerre mondiale. Le 30 août 1916, le ministre roumain à Sofia, George Derussi, a adressé une note au chef de la diplomatie bulgare, le premier ministre Dr. Vassil Radoslavov, par laquelle il informait qu'en dépit du fait que la Roumanie ait déclaré la guerre seulement à l'Autriche-Hongrie, le ministre à Bucarest, Siméon Radev, dans sa qualité de représentant d'un État allié avec la double Monarchie, a communiqué au gouvernement roumain sa décision de quitter le pays et il a sollicité ses passeports et ceux du personnel de la Légation de Bulgarie. Par conséquent, Derussi a reçu l'ordre de demander aussi les passeports des membres de la Légation et du Consulat roumain de Ruse. La défense des intérêts des sujets roumains de la Bulgarie fut confiée à Diego Saavedra, le ministre d'Espagne, qui l'accepta.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1916, Vassil Radoslavov, le premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, communiquait à Derussi qu'ayant en vue la situation créée, dès le 1<sup>er</sup> septembre 1916 la Bulgarie se trouvait en état de guerre avec la Roumanie. La Légation de Suisse à Bucarest fut chargé de défendre les intérêts des Bulgares de Roumanie.

<sup>1</sup> Constantin IORDAN, *Relations diplomatiques roumano-bulgares : 120 ans d'histoire*, in « Euro-Atlantic Studies », Bucharest, 4, 2001, pp. 103–108.

Le 7 mai 1918, fut conclu à Bucarest le Traité de paix entre les Puissances Centrales, d'une part, et la Roumanie, d'autre part. On a aussi signé un Traité complémentaire politique et juridique roumano-bulgare, qui stipulait, entre autres, le rétablissement des relations diplomatiques et consulaires bilatérales. Par l'article 127, le Traité de paix de Neuilly (le 27 novembre 1919) a modifié les clauses du Traité de Bucarest. Les relations diplomatiques officielles entre les deux pays devaient être rétablies après l'entrée en vigueur du Traité de Neuilly.

En août 1920, les gouvernements roumain et bulgare se sont mis d'accord pour échanger des délégués spéciaux avec le rang de ministres plénipotentiaires, qui pouvaient rester en mission jusqu'à la pleine normalisation des rapports diplomatiques. Comme délégué spécial bulgare fut désigné Théodore Nedkov, qui est parti pour Bucarest le 17 août 1920. Constantin Langa-Rășcanu, ancien gérant de la Légation de Sofia en 1909, fut nommé comme représentant spécial de la Roumanie. Après les ratifications du Traité de Neuilly, le 17 décembre 1920, les deux ministres plénipotentiaires ont présenté leurs lettres de créance<sup>2</sup>.

Voici quelques repères biographiques des chefs de la mission diplomatique de Roumanie de Sofia de la période analysée.

Constantin Langa-Rășcanu (1872–1941). Licencié en droit de l'Université de Jassy. Degrés diplomatiques : attaché de légation (1896/1897), secrétaire de légation de III<sup>e</sup> classe (1899), secrétaire de légation de II<sup>e</sup> classe (1903), secrétaire de légation de première classe (1909), conseiller de légation (1915), ministre plénipotentiaire de deuxième classe (1918), ministre plénipotentiaire de première classe (1923, donc lorsqu'il était en mission à Sofia). Il a déroulé son activité diplomatique à Rome, La Haye, Constantinople, Paris, Athènes, Sofia, Stockholm, Copenhague, Belgrade. Chargé d'Affaires à Copenhague (1917), Belgrade (1919), Sofia (1920). Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade (1919–1920), Sofia (1920–1924) et Athènes (1924–1936). Mis à la retraite dès le 1<sup>er</sup> mars 1937. Membre associé de l'Académie Diplomatique Internationale (1929)<sup>3</sup>.

Grégoire I. Bilciurescu (1874– ?). Licencié en droit de l'Université de Bucarest. Degrés diplomatiques : copiste (1892), attaché de légation (1896), secrétaire de légation de III<sup>e</sup> classe (1897), secrétaire de légation de II<sup>e</sup> classe (1903), secrétaire de légation de première classe (1904), conseiller de légation (1909), ministre plénipotentiaire de II<sup>e</sup> classe (1913), ministre plénipotentiaire de première classe (1920). Au début de la carrière, il a été en mission à Paris, Athènes, Berlin. Ensuite il fut consul général à Budapest (1913), chargé d'Affaires à Stockholm (1916), et dès 1917 ministre plénipotentiaire à Oslo, directeur politique au Ministère des Affaires Étrangères (1922 et de nouveau en 1933), ministre à Sofia (1<sup>er</sup> novembre

<sup>2</sup> Voir : Marija Mateeva, Hristo Tepavičarov, *Diplomatičeski otnošenija na Bălgarija, 1878–1988*, Sofia, 1989, pp. 234–236.

<sup>3</sup> La Fondation Européenne Titulesco, *Nicolae Titulescu. Opera politico-diplomatică, iulie 1927 – iulie 1928*. Deuxième partie. Par les soins de George G. Potra, Costică Prodan. Collaborateurs : Daniela Boriceanu, Delia Răzdolescu, Cristina Păiușan, Bucarest, 2003, p. 1113.

1924 – 1<sup>er</sup> mars 1931), Varsovie (1931) et La Haye (1932). Directeur du contentieux (1913). À la retraite dès le 1<sup>er</sup> février 1937<sup>4</sup>.

Vasile Stoica (1889–1959). Études universitaires ès lettres à Budapest, Paris et Bucarest. Rédacteur-en-chef du quotidien « Românuł » (*Le Roumain*) (1914) d'Arad. En 1914, il passe les montagnes dans le Royaume et, à côté de Take Ionesco et de Nicolas Filipesco, il agit en faveur de l'entrée de la Roumanie dans la guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Il a rédigé les déclarations adressées au pays et à l'armée par la Roi Ferdinand au moment de l'engagement dans le conflit (août 1916). Volontaire et ensuite officier dans l'armée roumaine. Chevalier de l'Ordre « Michel le Brave » pour le courage prouvé pendant la Première Guerre mondiale. Il a développé une vive activité – articles, brochures, conférences, mémoires – en faveur de la cause roumaine aux États-Unis d'Amérique, où il fut envoyé dans deux missions spéciales (1917–1918 et 1919–1920). Aux côtés des leaders tchécoslovaque et polonais, il a sollicité des audiences aux hommes politiques américains, au Président Woodrow Wilson, plaidant pour les droits de leur cause. Il a collaboré aux journaux « New York Times », « New York Tribune », « Washington Post », « Philadelphia Public Ledger », aux revues « The Literary Digest », « The Living Age », « The Nation », « The New Republic » etc., soutenant dans les formes les plus diverses les intérêts nationaux de la Roumanie. À son initiative, le 5 juillet 1918, fut fondée, à Washington, la Ligue Sociale Roumaine. Il a collaboré avec Thomas Garrigue Masaryk, Ignacy Jan Paderewski et d'autres représentants des peuples opprimés de l'Autriche-Hongrie, constituant l'Union Médio-Européenne dont Masaryk était le président et lui-même vice-président. Pendant sa deuxième mission aux États-Unis, il s'est occupé de l'organisation des services consulaires roumains. Membre de la délégation de la Roumanie à la Conférence de paix de Paris (1919–1920). Il a élaboré la majorité des mémoires de l'État roumain dans la question des minorités. Il fut l'un des proches collaborateurs de Nicolas Titulesco. Entré au Ministère des Affaires Étrangères le 20 juillet 1921, il démissionna en 1923 pour rentrer en 1926. Degrés diplomatiques: secrétaire de légation de II<sup>e</sup> classe (1921), secrétaire de légation de première classe (1927), ministre plénipotentiaire de IIe classe (1930), ministre plénipotentiaire de première classe (1938), ambassadeur (1946). Entre 1923 et 1926, il s'est dédié de prédilection au journalisme. Il a occupé plusieurs fonctions dans le Ministère des Affaires Étrangères: dans la Direction Politique, ensuite directeur de l'Office d'Études, secrétaire général (mars 1945–juillet 1946). Mission spéciale à Londres (1928), avec une affectation à Genève jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1928. Directeur de l'Agence « Rador » (1929). Ministre plénipotentiaire à Tirana (1<sup>er</sup> juin 1930 – 1<sup>er</sup> avril 1932), Sofia (1<sup>er</sup> avril 1932 – 1<sup>er</sup> novembre 1936), Riga et Kaunas (1<sup>er</sup> novembre 1936 – 1<sup>er</sup> février 1939), Hague (et chargé d'Affaires à Bruxelles) (9 juillet 1946 – 1<sup>er</sup> août 1947). Ambassadeur à Ankara (1<sup>er</sup> février 1939 – 4 mars 1940). Ses nominations à Londres, en 1940, et à Washington, en 1941, ont été empêchées par les ambassadeurs

<sup>4</sup>*Ibidem*, p. 1065 ; cf. Lucian Predescu, *Enciclopedia României Cugetarea. Material românesc. Oameni și înfăptuiri. Édition anasthatique*, Bucarest, 1999, p. 102.

du Troisième Reich à Bucarest. Sous-secrétaire d'État au Ministère de la Propagande (juin–septembre 1940) ; il a démissionné à la suite du diktat de Vienne. À la retraite dès le 1<sup>er</sup> avril 1948. Comme écrivain, il a collaboré aux périodiques « Luceafărul » (Vénus), « Tribuna » (La Tribune), « Flacăra » (La Flamme), publiant des poésies et des traductions. Arrêté et condamné deux fois – 1948 (3 ans) et 1958 (10 ans). Mort en prison à Jilava, il fut réhabilité en 1968<sup>5</sup>.

Radu G. Crutzesco (1892 – ?). Licencié de la Faculté de Droit de Paris (1913), il est entré au Ministère des Affaires Étrangères (le 16 février 1918) où le diplomate a parcouru toute l'hierarchie : attaché de légation (16 février 1918), secrétaire de légation de IIIe classe (1<sup>er</sup> avril 1920), secrétaire de légation de IIe classe (1<sup>er</sup> avril 1923), secrétaire de légation de première classe (1<sup>er</sup> juin 1926), conseiller de légation (1<sup>er</sup> juin 1930), ministre plénipotentiaire de IIe classe (16 novembre 1936), ministre plénipotentiaire de première classe. Il a accompli des missions à Varsovie, Bruxelles, Prague, Sofia, Berlin, Ankara et aussi dans l'administration centrale : directeur adjoint des Affaires Politiques (1<sup>er</sup> juillet 1932), directeur des Affaires Politiques (15 janvier 1939), membre de la Commission consultative du Ministère concernant les nominations et les promotions. Ministre à Sofia (16 novembre 1936 – 1<sup>er</sup> mai 1938), à Prague (1<sup>er</sup> mai 1938 – 15 janvier 1939), Berlin (1<sup>er</sup> mars 1939 – 1<sup>er</sup> juin 1940). Ambassadeur à Ankara (1<sup>er</sup> juin – 15 octobre 1940). Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il fut président de la Commission constituée près du Ministère des Affaires Étrangères concernant l'application de la loi pour l'épuration de l'administration publique (25 octobre 1944), membre de la Commission pour la préparation d'une nouvelle loi d'organisation du Ministère (8 novembre 1944). Mis à la retraite le 31 août 1947<sup>6</sup>.

George P. S. Aurelian (1882 – ?). Licencié de la Faculté de Droit de Bucarest. Degrés diplomatiques : attaché de légation (1904), secrétaire de légation de IIIe classe (1907), secrétaire de légation de IIe classe (1910), secrétaire de légation de première classe (1916), conseiller de légation (1921), ministre plénipotentiaire de IIe classe (1928), ministre plénipotentiaire de première classe (1936). Il a déroulé son activité à Bruxelles, Berne, Constantinople, Athènes, Pétersbourg, La Haye, Berlin, Helsingfors, Tirana, Prague. Chargé d'Affaires à Athènes (1912), Pétersbourg (1912), La Haye (1914) et Bruxelles (1914). Ministre à Tirana (1<sup>er</sup> 1934 – 10 août 1936), à Prague (15 décembre 1936 – 1<sup>er</sup> mai 1938), à Sofia (1<sup>er</sup> – 14 décembre 1938). Délégué à la Commission Européenne du Danube. Mis à la retraite le 1<sup>er</sup> janvier 1939<sup>7</sup>.

Eugène Filotti (1896–1975). Avocat, journaliste, diplomate et homme d'État. Rédacteur aux journaux « Adevărul » (La Vérité) et « Dimineața » (Le Matin) ; directeur de la revue politique « Cuvîntul liber » (Le mot libre) ; attaché de presse à la Légation de Prague (1926–1927) ; directeur de la Direction de la Presse à la présidence du Conseil des Ministres (1929–1930) ; ministre plénipotentiaire (1933) ; ministre plénipotentiaire à Ankara (1935–1936), Athènes (1936–1938), Sofia

<sup>5</sup> Fondation Européenne Titulesco, *Nicolae Titulescu. Opera politico-diplomatică. 1 ianuarie 1937–31 decembrie 1937*. Troisième partie. Publié par les soins de George G. Potra. Collaborateurs: Delia Răzdolesco, Daniela Boriceanu, Ana Potra, Gheorghe Neacșu, Bucarest, 2007, pp. 2392–2393.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 2285.

<sup>7</sup> *Ibidem*, pp. 2248–2249.

(1<sup>er</sup> janvier 1939– 1<sup>er</sup> juin 1941), Budapest (1941) ; secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères (1944) ; membre de la délégation technique à la Conférence de la paix de Paris<sup>8</sup>.

Les esquisses biographiques de ces six chefs de la mission diplomatique de Roumanie à Sofia de la période octobre 1920–juin 1941 permettent des comparaisons, amènent à des constats, certaines délimitations et, naturellement, des éclaircissements. Quant à leur formation intellectuelle, nous observons, par exemple, que cinq de ceux-ci ont suivi des cours de droit, quatre en Roumanie (Constantin Langa-Rășcanu, Grégoire Bîlciurescu, George P.S.Aurelian et Eugène Filotti), et l'un à Paris (Radu Crutzesco). Le sixième, Vasile Stoica, a étudié les lettres au pays et à l'étranger (Bucarest, Budapest et Paris).

En ce qui concerne l'expérience diplomatique, mentionnons que les personnalités en cause ont commencé leur carrière à des âges différents, mais qu'ils ont passé, d'une manière ou d'autre, par la plupart des degrés du *cursus honorum* bien spécifique à la profession. C'est ainsi que Constantin Langa-Rășcanu est entré au Ministère des Affaires Étrangères à 24 ans et il a franchi toutes les étapes de la promotion depuis la fonction d'attaché de légation jusqu'à celle de ministre plénipotentiaire de première classe. Grégoire Bîlciurescu fut engagé au Palais Stourdza à 18 ans et il a monté les échelons de l'affirmation depuis la fonction de copiste jusqu'à celle de ministre plénipotentiaire de première classe. Vasile Stoica a choisi la carrière diplomatique seulement à peine à l'âge de 32 ans comme secrétaire de légation de II<sup>e</sup> classe et, quoiqu'il ait interrompu son activité au Ministère des Affaires Étrangères durant trois ans (1923–1926), il a abouti au degré d'ambassadeur, institué en 1938<sup>9</sup>. À 26 ans, Radu Crutzesco a décidé d'entrer en diplomatie comme attaché de légation, le dernier degré étant celui d'ambassadeur. George P. S. Aurelian a choisi la carrière diplomatique à 22 ans, passant par tous les degrés depuis l'attaché de légation jusqu'au ministre plénipotentiaire de première classe. Enfin, à 32 ans, après une bella carrière de journaliste, Eugène Filotti est entré en diplomatie comme attaché de presse, montant jusqu'au rang de ministre plénipotentiaire de première classe. Retenons que tous les chefs de la mission diplomatique de Roumanie à Sofia de la période analysée ont été ministres plénipotentiaires de première classe, à l'exception de Constantin Langa-Rășcanu qui fut promu à ce degré lorsqu'il se trouvait en poste, en 1923.

Observons, de même, qu'en dehors des missions à l'étranger, la plupart de ces diplomates ont occupé au fil des ans aussi d'autres fonctions dans la centrale du Ministère des Affaires Étrangères. C'est ainsi que Grégoire Bîlciurescu fut directeur du Contentieux, Vasile Stoica a travaillé à la Direction Politique, fut directeur de l'Office d'Études et secrétaire général, Radu Crutzesco a rempli les fonctions de directeur adjoint et directeur des Affaires Politiques et il a été membre de la Commission

<sup>8</sup> Fondation Européenne Titulesco, Nicolae Titulescu. Opera politico-diplomatică, iulie 1927–iulie 1928..., p. 1091.

<sup>9</sup> Voir : Fondation Européenne Titulesco, *Organizarea instituțională a Ministerului Afacerilor Externe. Acte și documente*. Vol. II, 1920–1947. Publié par les soins de : Ion Mamina, George G. Potra, Gheorghe Neacșu, Nicolae Nicolescu, Bucarest, 2006, p.165.

consultative pour des nominations et des promotions. À son tour, George P. S. Aurelian fut délégué dans la Commission Européenne du Danube, et Eugène Filotti a détenu les importantes prérogatives du secrétaire général.

D'autre part, il est utile à savoir quelles furent les expériences balkaniques pratiques de ces diplomates, aux-delà de celles européennes, donc dans quelles autres capitales des pays du Sud-Est européen ont-ils occupé des fonctions diplomatiques. Constantin Langa-Rășcanu a travaillé à Constantinople, Belgrade et Athènes, Grégoire Bîlcioresco à Athènes, Vasile Stoica à Tirana et Ankara, Radu Crutzesco à Ankara, George P. S. Aurelian à Constantinople, Athènes et Tirana, et Eugène Filotti à Ankara et Athènes. Nous trouvons ici au moins une dimension de leur valeur professionnelle, mais aussi les signes d'une idée de sélection et de promotion du personnel poursuivie par les dirigeants de la diplomatie roumaine.

Il n'y a ici ni la place, ni le temps d'analyser les prestations des diplomates roumains se trouvant à la tête de la mission de Sofia pendant l'entre-deux-guerres, décennies troubles de l'histoire des rapports bilatéraux, mais il est intéressant de mentionner que des jeunes historiens de Roumanie ont des préoccupations dans ce domaine<sup>10</sup>.

Nous voudrions, toutefois, rappeler un seul moment de cette histoire agitée des relations roumano-bulgares, que nous avons approfondi, celui de l'attitude du gouvernement de Bucarest à l'égard du Coup d'État de Sofia du 9 juin 1923. On sait qu'à la suite de cet acte violent, le gouvernement agrarien, en tête avec Alexandre Stambolijski, fut renversé et remplacé par un régime autoritaire. Après avoir assumé un héritage politique désastreux et déroulé pendant quatre ans des efforts dramatiques pour le renouvellement de la société bulgare et la défense des intérêts de son pays dans des conditions particulièrement complexes et difficiles, le premier ministre Stambolijski disparaissait tragiquement, victime des forces de droite, du monarque, de la Ligue Militaire et de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne. L'attitude de la Yougoslavie fut extrêmement sévère. Il y a eu même la menace d'une invasion militaire dans l'idée de la défense de l'accord de Nish de mars 1923. Nous avons démontré, il y a deux décennies, que les milieux politiques de décision de Bucarest ont manifesté indirectement une attitude positive envers le nouveau régime dans les premières semaines après son installation, et d'autre part que la position de la diplomatie roumaine, y compris du ministre Constantin Langa-Rășcanu, a contribué au rétablissement du calme dans la région, gravement menacé par l'attitude du gouvernement de Belgrade. Ce fut un moment très critique qui pouvait ouvrir le chemin d'un nouveau conflit armé généralisé dans la région<sup>11</sup>. Les leçons de l'histoire ne devraient pas être oubliées.

<sup>10</sup> Voir, entre autres : Maria Costea, *România și Bulgaria – diplomație în conflict. Negocierile româno-bulgare privind problemele litigioase în perioada noiembrie 1933–martie 1940, reflectate în documentele diplomatice românești*, Cluj-Napoca, 2004, 99 pp. ; George Ungureanu, *Chestiunea Cadrilaterului. Interese românești și revizionism bulgar (1938–1940)*, Bucarest, 2005, 157 pp. ; idem, *Problema Cadrilaterului în contextul relațiilor româno-bulgare (1919–1940)*, Braïla, 2009, 458 pp.

<sup>11</sup> Voir notre étude : *La Roumanie et le Coup d'État de Bulgarie du 9 juin 1923. Nouveaux témoignages*, in « RESEE », Bucarest, XXVII, 1989, nos 1–2, pp. 113–121.